

## En-tête : liste des syndicats et associations locales signataires

### Solliciter en particulier les structures membres au niveau national du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation :

**AFEV** (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville) – **CGT Educ'Action** – **CLIVE** (Centre de Liaison et d'Information Voyage) – **DEI-France** (Défense des Enfants – International) – **FCPE** (Fédération des conseils de parents d'élèves) – **FERC-CGT** (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture) – **ICEM-Pédagogie Freinet** (Institut Coopératif d'Ecole Moderne) – **Imediat** – **Intermèdes** – **RESF** (Réseau Education Sans Frontière) – **Sud Education** – **SNUipp-FSU** – **Solidarité Laïque**

**Et les membres du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope : ABCR** (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASET** (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – **ASFR** (Association de Solidarité avec les Familles Roumaines) – **CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – **CAM** (Comité d'Aide Médicale) – **FNASAT-Gens du voyage** – **CCFD** (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) – **Hors la Rue** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **Liens Tsiganes** – **MDM** (Médecins du Monde) – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **Mouvement catholique des gens du voyage** – **PARADA** – **PROCOM** – **Rencontres tsiganes** – **RomActions** – **Réseau de solidarité avec les Roms de St Etienne** – **Romeurope Val-de-Marne** – **Secours catholique** – **SICHEM** (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – **Une famille un toit 44** – **URAVIF** (Union régionale des associations voyageurs d'Ile-de-France) Et les Comités de soutien de Montreuil, du Nord-ouest parisien, de St Michel-sur-Orge, de Meudon, le Collectif nantais Romeurope, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie et le Collectif des sans papiers de Melun

Monsieur xxx

Maire

xxx

xxx

xxx, le xxxx

Objet : L'exercice du droit et de l'obligation scolaires pour les enfants vivant en squats et bidonvilles sur la commune de xxx

Monsieur le Maire,

Comme viennent de le rappeler le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies dans ses recommandations à la France le 22 juin 2009 et le Conseil de l'Europe dans sa recommandation du 17 juin 2009 sur l'accès à l'éducation des enfants roms et Gens du voyage, certains enfants ne jouissent pas de leur droit à l'éducation en France pour différentes raisons. Parmi eux sont signalés les enfants roms, dont la situation préoccupe tout particulièrement l'ensemble de nos organisations, qui se sont rassemblées localement pour une mobilisation collective sur le sujet. Celle-ci fait écho à une campagne nationale pour le droit des enfants roms à l'Education, dans le cadre de laquelle un nombre important d'associations et syndicats ont interpellé et engagé des échanges avec le Ministère de l'Education nationale.

Majoritairement roumains et dans une moindre mesure originaires de Bulgarie et des pays d'ex-Yougoslavie, environ xxx personnes, qui se reconnaissent sous l'appellation Roms, vivent en (département) dans des conditions de très grande précarité. Beaucoup d'entre eux fuient les discriminations dans les pays d'origine, qui s'étendent jusqu'au sein des écoles. Une partie arrive en France après avoir erré dans plusieurs pays d'Europe à la recherche d'une situation économique qui leur permette d'assurer à leurs enfants, un avenir meilleur. Mais ce qui devrait en France ouvrir les chances d'une insertion économique, sociale et culturelle à ces enfants – l'égal accès à l'école, obligatoire pour tous – reste inaccessible pour la plupart d'entre eux.

En effet, les obstacles matériels (expulsions répétées des lieux de vie, reconduites à la frontière, absence totale de ressources pour faire face aux frais liés à la scolarisation, quotidien dans les squats et bidonvilles...) se conjuguent aux discriminations directes et indirectes de la part des institutions sous la forme de délais exceptionnels avant leur affectation dans les écoles, exclusion des aides sociales liées à la scolarisation et trop souvent encore de refus d'inscription scolaire (compléter ou amender en fonction des situations locales). Ces différents facteurs d'exclusion du droit à l'éducation se trouvent plus largement détaillés dans le document ci-joint.

**Coordonnées d'une des organisations signataires**

A cet égard, c'est en tant qu'agent de l'Etat que vous avez, Monsieur le Maire, l'obligation chaque année de « dresser la liste de tous les enfants résidant sur la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire. » (Code de l'Education Article L131-6) Il est ici question de **tous les enfants physiquement présents sur la commune**, pour qui nous demandons à ce que la loi soit appliquée, ce qui signifie que **leur inscription et leur affectation doit être immédiate** et en aucun cas retardée par l'insuffisance des preuves de résidence sur la commune, l'absence de domiciliation administrative, de traduction des documents d'identité ou autres justificatifs. Par ailleurs, cette responsabilité en tant que Maire implique la mobilisation des services municipaux pour aller au-devant des familles présentes sur le territoire communal et recenser l'ensemble des enfants d'âge scolaire aux fins de les inscrire à l'école.

Nous vous enjoignons par ailleurs à prendre toutes les mesures en votre pouvoir pour empêcher les expulsions de squats et bidonvilles sur votre commune sans solution de relogement proposée, au regard des conséquences directes sur la déscolarisation des enfants concernés.

Par ailleurs, nous vous demandons d'ouvrir aux enfants vivant dans des conditions de grande précarité, sur examen de la situation sociale mais indépendamment des justificatifs de ressources que les familles ne sont généralement pas en mesure de présenter, l'accès gratuit à l'ensemble des prestations périscolaires (cantine, centres de loisir, activités etc.) qui permettent une pleine intégration des enfants à l'école. Le dispositif de l'Aide à l'Intégration Scolaire, mis en place par la Ville de Lyon (cf. délibération du Conseil municipal ci-jointe), nous semble pouvoir servir d'exemple.

Enfin, comme tous les habitants de la commune, les familles vivant en squat ou bidonville, doivent pouvoir bénéficier à leur demande d'un accompagnement social global et d'une domiciliation administrative dans votre Centre Communal d'Action Sociale.

Les organisations signataires de ce courrier sont disponibles pour travailler à de telles perspectives. Nous restons dès lors à votre entière disposition pour convenir d'un entretien, afin d'évoquer plus avant ces sujets et les demandes présentées ci-dessus.

Dans l'attente des suites que vous apporterez à notre demande de rendez-vous, nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en notre attachement au principe républicain du droit et de l'obligation scolaires.

**Au nom des organisations signataires,**

xxx